Appel de l'interfédérale du 15 février 2018

vendredi 9 mars 2018, par Matthias

APPEL DE L'INTERFÉDÉRALE DU 15 FÉVRIER 2018

Les organisations soussignées constatent que les assemblées générales, les heures d'information syndicale, les blocages et les occupations se multiplient dans les universités et les lycées, appuyées sur les mobilisations de ces dernières semaines.

Le gouvernement a fait voter la loi Vidal contre le droit de chaque bachelier.e à accéder à l'enseignement supérieur. S'appuyant sur Parcoursup, et répondant à l'injonction présidentielle, il annonce dans la précipitation un projet de réforme qui vise à transformer le baccalauréat en diplôme d'établissement et qui met en place des parcours individuels en fonction des attendus sélectifs de l'enseignement supérieur.

Aux lycéennes et lycéens, le gouvernement dit : « *avec Parcoursup, on règle les problèmes d'APB, on évite le tirage au sort !* » **C'est faux !**
Avec Parcoursup, chaque université décide des critères à partir desquels elle retiendra (ou pas) la candidature des bachelier.e.s. L'inscription à l'université dépendrait des capacités d'accueil, sans que les moyens soient mis pour accueillir les 40.000 nouveaux bachelier.e.s chaque année. Pire, ces capacités d'accueil dépendront des «perspectives d'insertion professionnelle». Les bacheliers perdraient le droit à accéder à la formation de leur choix, et les bacheliers pro et techno seraient en pratique exclus du supérieur. **Cela porte un nom : la sélection !** La réforme du Bac en découle directement : elle supprime le cadre national du bac, désormais il ne vaudra plus que ce que vaut la réputation de chaque lycée.

Aux étudiants et étudiantes le gouvernement veut faire croire qu'ils ne sont pas concerné.e.s. **C'est faux !**
En mettant en place la sélection à l'entrée à l'université, la réforme Vidal fait exploser l'université telle qu'elle existe. Elle ouvre les vannes de la sélection généralisée : si la sélection se met en place à l'entrée en licence, elle sera considérablement amplifiée en Master. Déjà l'arrêté licence met en cause les compensations, les rattrapages, les redoublements. Licences, Masters... subissent le même sort que le baccalauréat. Sous couvert d'orientation, ils sont dès la rentrée prochaine remplacés par des parcours personnalisés. C'est la fin des diplômes universitaires : il n'y aurait plus que des parcours, des bilans de compétences différents d'un individu à l'autre.

Aux personnels le gouvernement annonce : 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique, le rétablissement du jour de carence, le gel du point d'indice, la généralisation du recrutement de contractuel.le.s, donc de personnels précaires en lieu et place des agents titulaires. Les attaques du gouvernement pour en finir avec les diplômes, avec les statuts, avec des droits collectifs et protecteurs sont une seule et même attaque.

Les organisations soussignées constatent que les assemblées générales, les heures d'information syndicale, les blocages et les occupations se multiplient dans les universités et les lycées, appuyées sur les mobilisations de ces dernières semaines.

Le gouvernement a fait voter la loi Vidal contre le droit de chaque bachelier.e. à accéder à l'enseignement supérieur. S'appuyant sur Parcoursup, et répondant à l'injonction présidentielle, il annonce dans la précipitation un projet de réforme qui vise à transformer le baccalauréat en diplôme d'établissement et qui met en place des parcours individuels en fonction des attendus sélectifs de l'enseignement supérieur.

Aux lycéennes et lycéens, le gouvernement dit : « avec Parcoursup, on règle les problèmes d'APB, on évite le tirage au sort ! » C'est faux !
Avec Parcoursup, chaque université décide des critères à partir desquels elle retiendra (ou pas) la

candidature des bachelier.e.s. L'inscription à l'université dépendrait des capacités d'accueil, sans que les moyens soient mis pour accueillir les 40.000 nouveaux bachelier.e.s chaque année. Pire, ces capacités d'accueil dépendront des « perspectives d'insertion professionnelle ». Les bacheliers perdraient le droit à accéder à la formation de leur choix, et les bacheliers pro et techno seraient en pratique exclus du supérieur. Cela porte un nom : la sélection ! La réforme du Bac en découle directement : elle supprime le cadre national du bac, désormais il ne vaudra plus que ce que vaut la réputation de chaque lycée.

Aux étudiants et étudiantes le gouvernement veut faire croire qu'ils ne sont pas concerné.e.s. C'est faux !
En mettant en place la sélection à l'entrée à l'université, la réforme Vidal fait exploser l'université telle qu'elle existe. Elle ouvre les vannes de la sélection généralisée : si la sélection se met en place à l'entrée en licence, elle sera considérablement amplifiée en Master. Déjà l'arrêté licence met en cause les compensations, les rattrapages, les redoublements. Licences, Masters… subissent le même sort que le baccalauréat. Sous couvert d'orientation, ils sont dès la rentrée prochaine remplacés par des parcours personnalisés. C'est la fin des diplômes universitaires : il n'y aurait plus que des parcours, des bilans de compétences différents d'un individu à l'autre.

Aux personnels le gouvernement annonce : 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique, le rétablissement du jour de carence, le gel du point d'indice, la généralisation du recrutement de contractuel.le.s, donc de personnels précaires en lieu et place des agents titulaires. Les attaques du gouvernement pour en finir avec les diplômes, avec les statuts, avec des droits collectifs et protecteurs sont une seule et même attaque.

Nous réaffirmons nos exigences :

- La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier.e.s sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- Le retrait de la loi sur le 1er cycle post bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun.e au supérieur.

Sur cette base, nos organisations appellent à amplifier l'information sur l'impact de ces réformes par des tractages, des heures d'information syndicale et des AG, soutien les initiatives et les mobilisations décidées par les assemblées générales.

Parcoursup, réformes du Bac, du lycée et l'apprentissage, attaques contre les statuts et les services publics : tout est lié !

Nos organisations FSU, FNEC-FP-FO, FERC-CGT, SUD éducation, SUNDEP avec SUD étudiant.e.s, l'UNEF, l'UNL, SGL et les associations (ASES, SLU) appellent les personnels, les étudiant.e.s, les lycéen.ne.s à se réunir en assemblées générales dans toutes les universités, tous les établissements, pour décider et préparer la grève et les manifestations le 22 mars, avec l'ensemble des fonctionnaires.

Le 22 mars, les fédérations de la fonction publique (FO, FSU, CGT, Solidaires, FAFP, CGC, CFTC) appellent à la grève.